

Souk Ahras

Élaboration d'un plan de travail pour l'amélioration du cadre de vie du citoyen

Un plan de travail pour l'amélioration du cadre de vie du citoyen a été élaboré dans la ville de Souk Ahras mobilisant une enveloppe financière de 600 millions de dinars, pour la réalisation de plusieurs projets, a-t-on appris samedi, auprès du président de l'Assemblée populaire

communale (P/APC). Financés par la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, ces projets qui seront lancés début 2018 portent notamment, outre des actions d'embellissement et la création d'espaces de loisirs dans plusieurs quartiers de la ville de Souk Ahras, sur la

réparation des réseaux d'assainissement, l'extension des réseaux d'AEP et d'électricité ainsi que sur le bitumage et la réparation de certaines routes, a précisé Mustapha Rouainia. Ces opérations portent également sur le réaménagement de plusieurs terrains «Mateco» et sur la

réalisation de nouvelles places publiques selon la même source qui a par ailleurs annoncé, l'ouverture prochaine de plusieurs routes dans les cités Mezghiche, Chahid Abdelhak Kouissem, Chaâbani et la rue Slimane Amirane en plus de celle reliant l'école primaire «Djebli Layachi»

à la rue des jardins. Le secteur de l'éducation ne sera pas en reste, puisque 06 écoles primaires seront restaurées à la faveur de ces opérations tandis que 51 autres seront dotées d'un système d'éclairage photovoltaïque, a-t-il ajouté.

R.R.

Tlemcen

Des eaux usées épurées pour l'irrigation

Le périmètre irrigué d'Hennaya (11 km de Tlemcen) constitue une première expérience pour l'office national de l'irrigation et du drainage (ONID) qui a réalisé une surface hydro-agricole irriguée à partir des eaux usées épurées, a-t-on appris dimanche du directeur de l'unité de Tlemcen.

Cette expérience, initiée au mois de mars 2011, permet de développer l'irrigation à partir des eaux usées épurées dans les zones à grand déficit hydrique, affirmé

Mohamed Nedjai, faisant savoir que ces eaux ne peuvent être utilisées que pour un certain nombre de cultures, à savoir l'arboriculture, les agrumes, les cultures fourragères, industrielles, céréalières et oléagineuses, de production de semences et les plantes florales à sécher ou à usage industriel.

L'irrigation à partir des eaux usées épurées nécessite un contrôle sanitaire périodique, a-t-il averti. «L'évolution des rendements au niveau de ce périmètre est

très satisfaisant puisque les cultures céréalières sont passées de 20 qx/ha à 50 qx/ha, soit un bond de 250 pour cent, et les agrumes de 60 qx/ha à 120 qx/ha soit 200 pour cent», a-t-il soutenu.

S'étendant sur une superficie de 912 ha, ce périmètre est irrigué, par écoulement gravitaire jusqu'à la borne d'irrigation, à partir de la station d'épuration d'Ain El Houtz, située en aval, via un réservoir de 9.300 m³, a-t-on expliqué.

Les besoins en eaux du

périmètre sont de l'ordre de 6,5 HM³/an.

Outre ce réservoir, l'aménagement a consisté en la réalisation de deux bassins brise charge de 200 m³ chacun, un réseau d'adduction linéaire de 13.835 ml, un réseau de distribution linéaire de 26.720 ml et 102 bornes d'irrigation.

Les volumes lâchés à partir de la station d'Ain El Houtz sont passés de 904.660 m³ en 2011, à 2.086.000 m³ cette année, a-t-on ajouté de même source.

Illizi

Economie de l'eau dans les activités pétrolières

L'économie de l'eau et la préservation de sa qualité dans les activités pétrolières a été au centre d'une journée d'information organisée mardi à In-Amenas (Illizi), à l'initiative de l'Agence nationale de gestion intégrée des ressources en eau (Agire).

Initiée en coordination avec l'Agence du bassin hydrographique Sahara (ABH-S), cette rencontre d'information, tenue à la base de vie de Sonatrach, a permis d'examiner une série de thèmes liés aux

voies de généralisation des dispositions de préservation des ressources hydriques souterraines, leur exploitation rationnelle, le recensement des ressources hydriques exploitées, ainsi que la nécessaire installation de compteurs pour évaluer l'eau exploitée par les entreprises pétrolières, ont indiqué les organisateurs.

Les mesures préventives et de lutte contre la pollution de l'environnement, la mobilisation des moyens à même d'épar-

perdition des ressources en eau, ont également été abordées lors de cette rencontre.

Les participants ont également avancé des suggestions allant dans le sens de la préservation et l'exploitation rationnelle de cette ressource naturelle dans les activités pétrolières, la protection de l'environnement, la planification des besoins en eau et la généralisation du procédé de recensement, en sus de l'exposition du cadre juridique de la gestion des



ressources en eau.

Encadrée par des spécialistes en ressources en eau et en activités pétrolières, cette journée a été enrichie par des recommandations et sugges-

tions liées au recyclage de l'eau, et la ré-exploitation des eaux usées traitées pour les travaux de forage, en vue d'économiser l'eau souterraine, a-t-on indiqué.

DESSALEMENT D'EAU DE MER **2 projets de grandes stations à El-Tarf et Zeralda à l'étude**

Deux projets de réalisation de grandes stations de dessalement d'eau de mer, dans la wilaya d'El Tarf et à Zeralda, à l'ouest d'Alger, sont actuellement à l'étude, a annoncé, dimanche à Alger, le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib.

"D'une capacité chacune de 300.000 m³/jour, la première de ces deux stations sera installées dans la wilaya d'El-Tarf, elle sera appelée à renforcer et à sécuriser l'alimentation en eau potable d'une large zone géographique de l'est du pays.

La deuxième station sera installée à Zéralda, à l'ouest d'Alger, elle sera destinée à sécuriser et à stabiliser l'alimentation H/24 de la partie Ouest d'Alger et aussi à sécuriser l'alimentation en eau potable de la wilaya de Blida qui connaît un déficit structurel en ressources hydriques", a détaillé Necib à la radio Chaîne 3, en marge d'une journée technique sur la gestion de l'activité de dessalement de l'eau de mer, organisé à l'école de formation du Groupe Sonelgaz à Ben-Aknoun.

Ces 2 projets, une fois réalisés, viendront s'ajouter à un parc de 9 grandes stations de dessalement d'eau de mer actuellement en exploitation. Ils confirment également que le dessalement d'eau de mer est une option majeure de la politique nationale de ressources hydriques.

R. N.

DESSALEMENT DE L'EAU DE MER

Deux nouvelles stations à l'actif de AEC

La société AEC (Algerian Energy Company) prendra en charge la réalisation de deux stations de dessalement de l'eau de mer d'une capacité de 300 000 m³. La première sera implantée dans la wilaya d'El Tarf et la deuxième à Zéralda (ouest d'Alger).

C'est ce qu'a déclaré, hier, le ministre de l'Energie, Mustapha Guitouni, en présence du ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, lors de la cérémonie d'ouverture des travaux d'une journée technique ayant pour thème «Gestion de l'activité dessalement de l'eau de mer» organisée par AEC à Ben Aknoun (Alger).

Par la même occasion, Guitouni a annoncé que son département pense à la création d'une filiale industrielle relevant de cette société, et ce dans le but d'être au diapason de ce qu'il y a dans le marché de dessalement de l'eau de mer dans le Bassin méditerranéen, notamment la technologie des membranes. En ce qui concerne la réalisation desdites stations, dont les travaux débiteront très prochainement, l'objectif est de réduire le coût du mètre cube dans un environnement compétitif.

Pour ce qui est du partenariat public privé, Guitouni a souligné qu'il ne s'agit pas d'une privatisation. Il a indiqué que l'Etat, à travers cette démarche, envisage d'aller vers le concept « entreprise nationale » et qu'il est temps de bannir le



« dogme » faisant la différence entre l'entreprise publique et celle privée, en vue d'une réelle construction de l'économie nationale.

Dans le même sens, il a estimé que l'Algérie renferme les compétences nécessaires pour relever le défi et prendre en main la réalisation de ce genre de projet, vu le nombre de stations de dessalement existant au niveau national (11 stations).

Le dessalement, en appoint aux infrastructures classiques

Par ailleurs, le ministre des Ressources en eau, Hocine

Necib, a indiqué que cette journée technique est occasion pour débattre de l'expérience précédente de l'Algérie en matière de dessalement de l'eau de mer et en tirer profit pour éviter dans les prochains projets toutes les insuffisances relevées avant.

S'agissant de la station d'El Tarf, elle permettra d'approvisionner en eau la wilaya en question ainsi que les wilayas limitrophes, d'autant plus que la région de l'est du pays connaît un manque drastique à ce propos, a-t-il précisé.

Quant à la station de Zéralda, elle aura pour vocation de pourvoir la région ouest d'Alger en l'eau potable 24h/24 et de sécuriser la wilaya de Blida en la matière, permettant ainsi aux barrages de Tipasa de reprendre leur vocation initiale qui est l'irrigation des terres agricoles, a soutenu le ministre des Ressources en eau.

Dans le même sillage, Necib a affirmé que son secteur

travaille en symbiose avec les autres secteurs, tels ceux de l'Energie et de l'Agriculture, afin de faciliter la concrétisation des projets de développement arrêtés par le gouvernement.

L'entreprise AEC, qui est le promoteur de ce projet, procédera à un appel d'offres pour investissement selon la règle 51/49. Pour ce qui est de la nature de l'investisseur, le champ est ouvert à tout opérateur possédant les moyens financiers et humains, qu'il soit national ou étranger, en vue de réceptionner de projet après 18 à 24 mois du lancement des travaux.

Pour rappel, AEC Spa, ayant plus de seize ans d'existence dans l'activité de dessalement de l'eau de mer, est détenue impartialement par Sonelgaz et Sonatrach.

L'objectif principal de sa création étant de réduire le stress hydrique, cette société englobe 11 stations en exploitation avec une capacité totale de 2 106 880 m³/J. Elles sont réparties sur tout le littoral, dont six se trouvent à l'ouest et quatre au centre du pays ainsi qu'une station à Skikda.

Aziza Mehdid

Alors que deux nouvelles stations seront bientôt mises en chantier L'Algérie veut exporter son « capital expérience » dans le dessalement d'eau de mer

PAR MAHMOUD CHAAL

Promises par le gouvernement au lendemain de la « crise de l'eau », qui a touché le pays l'été dernier, les deux nouvelles stations de dessalement d'eau de mer, l'une à El Tarf, parmi les wilayas les plus touchées par le stress hydrique, et l'autre à Zéralda, à l'ouest d'Alger, seront bientôt mises en chantier. Avec ces deux nouvelles stations, le nombre d'unités de dessalement en Algérie sera porté à 13. L'avis d'appel d'offres y afférent est actuellement en cours de rédaction, selon le ministre de l'Energie, Mustapha Guitouni, qui s'exprimait, aux côtés du ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, à l'occasion d'un séminaire technique « sur l'expérience capitalisée par l'Algérie dans le domaine du dessalement d'eau de mer », organisé par Algerian Energy Company. Interrogé sur le montant de réalisation de ces deux projets, le ministre des Ressources en eau a in-

diqué qu'il est encore prématuré d'estimer l'enveloppe financière, puisque le cahier des charges est en cours d'élaboration. « Algerian Energy Company, qui est le maître d'œuvre des projets, est en train d'élaborer le cahier des charges. Une fois achevé, les appels d'offres seront lancés », souligne Hocine Necib, qui précise que les entreprises nationales et étrangères ainsi que les entreprises privées peuvent soumissionner. Pour rappel, les 11 stations de dessalement actuellement en service ont coûté à l'Etat près de 3 milliards de dollars. Par ailleurs, selon le ministre des Ressources en eau, les stations prévues auront une capacité de production de 300 000 m³/ jour chacune sachant que la production actuelle des 11 stations de dessalement d'eau de mer en exploitation est de l'ordre de 2,1 millions m³. Avec l'apport de la station d'El Tarf et de Zéralda, la production nationale cumulée atteindra le volume journalier de 2,7 millions

m³. « Ce volume de production devrait sécuriser les besoins du pays en eau potable », a expliqué le ministre. Précisant qu'actuellement, « l'Algérie mobilise annuellement 10,4 milliards m³ d'eau destinés aux usages agricole (6,8 milliards m³/an), domestique (3,3 milliards m³/an) et industriel et de services (0,3 milliards m³/an) ». Hocine Necib se montre plus précis : « Le volume global mobilisé annuellement provient des ressources souterraines à hauteur de 6,6 milliards m³ (64 %), les eaux superficielles avec un volume de production atteignant 3,189 milliards m³ (31 %), du dessalement d'eau de mer avec un apport de 0,561 milliards m³ (4,5 %) et enfin des eaux usées épurées dont le volume est de 0,05 milliard m³ (0,5 %) ». S'agissant des futures capacités de stockage, elles atteindront, en 2020, un volume estimé à 9 milliards m³, notamment avec l'entrée en exploitation de 9 barrages en cours de réalisation.



Ce qui dotera alors l'Algérie de 84 barrages. Pour en revenir au sujet principal de la rencontre, « l'Algérie est devenue leader mondial dans le dessalement d'eau de mer ». « Nous avons accumulé une expérience, nous pouvons maintenant exporter notre savoir-faire », s'enorgueillit, de son côté, le ministre de l'Energie. Il annonce la création d'une filiale d'Algerian Energy Company, dont le capital sera détenu à 50% par Sonatrach et 50% par Sonelgaz. Cette nouvelle filiale, selon Mustapha Guitouni, aura pour mission la

maintenance et la production du consommable des stations de dessalement d'eau de mer. Dans la foulée, le ministre de l'Energie parlera des perspectives du Groupe Sonatrach qui ambitionne de s'attaquer à de nouveaux marchés à l'international. « La Sonatrach est sollicitée pour s'associer à des projets dans des pays ayant des traditions dans le domaine des hydrocarbures, la Sonatrach est très demandée par des pays étrangers, nous avons des propositions de l'Irak », a cité comme exemple le ministre. ■

Dessalement d'eau de mer : Deux projets dans les tuyaux à Zeralda et Tarf



Deux projets de réalisation de stations de dessalement d'eau de mer à Zeralda et Tarf sont dans les tuyaux, a indiqué dimanche le ministre de l'Energie qui précise que les cahiers des charges sont en cours de préparation.

Ce cahier des charges devrait fixer, entre autres, le prix de revient de l'eau de mer dessalée ainsi que les délais de réalisation de ces deux stations d'une capacité de 300.000 m³/j chacune, précisé Mustapha Guitouni à la presse en marge d'une journée technique sur la gestion de l'activité de dessalement d'eau de mer.

Selon lui, l'élaboration de ce document prendra en compte les enseignements tirés à partir de l'expérience acquise grâce aux 11 stations déjà réalisées. Ce qui devra permettre d'avoir un meilleur prix du mètre cube d'eau de mer dessalée, a-t-il avancé, en ajoutant que leur délai de réalisation sera fixé entre 18 et 24 mois.

Lors de son intervention à cette journée technique, M. Guitouni a souligné que pour répondre à la demande croissante en eau, le Président Abdelaziz Bouteflika a donné des "instructions fermes" pour que ces deux unités soient réalisées dans "les meilleurs délais" et dans "les meilleures conditions".

Par ailleurs, il a fait savoir qu'une réflexion était en cours pour la création d'une filière industrielle dédiée au développement de la technologie des membranes qui s'applique au dessalement et présente l'avantage d'être utilisée dans les techniques de récupération et de traitement des eaux usées pour l'agriculture.